

*Taxe d'accise—Loi*

mément par cette mesure et les provinces et l'industrie touristique qui, définitivement, trouve déjà que l'inflation a fait suffisamment de ravages. Donc, au niveau de l'industrie touristique, il est clair que c'est une mesure qui est très négative. Je remarquais aussi qu'un député avait mentionné par exemple que normalement la taxe sur l'essence était appliquée par les provinces à la construction de réseaux routiers.

Et nous indisposons les provinces, encore une fois. Le gouvernement fédéral pourra répondre: «Les provinces n'ont qu'à ajouter une taxe.» Nous savons parfaitement bien qu'il y a une limite, et que, par cette taxe très onéreuse, les provinces hésiteront, si elles en avaient eu l'envie, d'imposer une taxe supplémentaire probablement pour améliorer les réseaux routiers. Des effets négatifs de cette loi nous invitent à rappeler au gouvernement ces lacunes, ces difficultés qui ressortiront de la loi, ce qui nous oblige à prendre la parole et à rappeler au gouvernement nos responsabilités et ses responsabilités également.

Ce n'est pas par plaisir, madame le président, que nous parlons de cette loi depuis peut-être 10 jours, et s'il fallait en parler encore 10 jours, je pense que nous aurions la responsabilité de le faire en fonction des recommandations, des demandes qui nous sont faites par nos électeurs.

Combien d'électeurs, à ce jour, et je pense que tous les députés sont conscients, nous ont demandé de faire tous les efforts possibles pour bloquer ce projet de loi? J'entends des gens qui trouvent cela drôle, madame le président. Je voudrais qu'ils aillent l'expliquer dans leur circonscription d'abord. Il est faux de prétendre que dans ma circonscription les gens seraient contre et que dans la circonscription voisine les gens seraient favorables à une augmentation semblable.

Alors cette redistribution, cette perception de taxes qui est injuste, c'est sur cela évidemment que le ministre a parlé. Il a parlé des catégories qui sont exemptes. S'il veut nous assurer que tous ces travailleurs qui doivent se servir de leur automobile pour aller à leur travail seront aussi exemptés, je pense que nous pourrions en arriver à un compromis assez rapidement. Alors qu'il nous fasse cette proposition. A partir de là nous aurons, à mon avis, plaidé non pas pour une mauvaise cause, mais nous aurons gagné le gouvernement à une mesure beaucoup plus humaine, parce que la mesure actuelle nous paraît inacceptable et, bien sûr, très injuste.

● (1750)

Dans les circonstances, nous devons donc continuer à réclamer cette oreille attentive que nous attendons de la part du gouvernement.

Et il est difficile de comprendre, avec toutes les difficultés que nous connaissons depuis un certain nombre d'années, les effets du budget qui se voulait anti-inflationniste, alors que cette loi va répondre à un objectif tout à fait contraire. Il est déjà reconnu que cette législation provoquera l'augmentation du coût de la vie. Pourtant, on nous avait présenté le budget de façon à apporter un frein à cette inflation. Les effets de cette loi seront exactement à l'encontre. Nous comprenons donc mal la position du gouvernement et son refus de revenir à la raison et de répartir cette perception d'argent nécessaire pour l'objectif qu'il poursuit, mais laissant toujours ce pauvre travailleur, qui est suffisamment torturé depuis quelques années, mais qui connaîtra encore davantage de difficultés à cause d'une loi qu'on n'aurait jamais osé présenter la veille d'une élection,

[M. La Salle.]

comme tout le monde le sait. Mais le pouvoir est majoritaire, les élections viendront dans quatre ans.

On se fout éperdument des difficultés que comportera cette loi. On nous reprochera bien sûr de retarder le débat, parce que nous avons la conscience de vouloir répondre. Nous avons cette conscience de vouloir répondre, et nous prenons position contre une loi. Quelques députés du parti ministériel ont pris la parole, ont tenté de justifier les gestes de leur gouvernement. Nous comprenons le système, mais je ne crois pas, madame le président, qu'on soit foncièrement honnête lorsqu'on laisse cette catégorie de travailleurs payer cher une loi qui aurait pu être en définitive beaucoup plus équitable.

Madame le président, lorsque l'honorable ministre du Revenu national (M. Basford) a parlé tantôt, il était clair, pour celui qui sait lire entre les lignes qu'il voulait faire connaître au public que les remboursements pourraient être en retard par rapport à l'objection de l'opposition. Mais nous répéterons, il peut les garder les remboursements, parce que si ce n'est que mon opinion, madame le président, nous allons nous opposer longtemps à cette loi parce que nous la reconnaissons injuste. Et je pense que c'est là le rôle de l'opposition, quand on présente une mesure aussi injuste, aussi inacceptable et aussi discriminatoire pour une catégorie particulière de citoyens, de dire non à un gouvernement qui veut l'appliquer. J'ose croire que nous continuerons à nous opposer à cette mesure aussi longtemps que le gouvernement ne reviendra pas à des sentiments meilleurs ou à une répartition plus juste. C'est tout ce que nous demandons, madame le président, de répartir et de percevoir cet argent, si nécessaire. Et nous sentons que c'est nécessaire, il n'y a pas d'erreur là-dessus. Nous visons à l'objectif auquel vise le gouvernement, mais pas de la même façon. Et c'est cela qui est important.

Je disais tantôt que j'avais relu plusieurs discours. Comment se fait-il qu'avec autant de discours, autant de gens qui ont reçu des informations dans leur circonscription, qui ont été sensibilisés par les difficultés qu'ont rencontrées les électeurs, que de ce côté-ci de la Chambre il n'y a que nous qui croyons que cette loi est mauvaise? Cela est impensable! Si l'on veut être honnête, madame le président, on reconnaîtra les bons arguments qui ont été présentés de ce côté-ci de la Chambre. Et il y en a de bons, de vrais, et le public nous demande, et le public sollicite une position farouche contre une loi aussi discriminatoire, comme je l'ai souligné tantôt.

Donc, ce n'est certes pas en laissant croire à la population que nous allons retarder les remboursements que nous allons inspirer confiance. Je répète que cette loi, normalement et honnêtement, n'aurait pas dû être appliquée avant d'être votée une fois le même débat terminé. La lutte farouche que nous pouvons faire vis-à-vis une loi que nous trouvons aussi mauvaise, nous aurions pu l'éviter si le gouvernement avait pris ses responsabilités pour appliquer la loi mais après le vote.

On a voulu l'appliquer avant et on va nous accuser tantôt de retarder les remboursements. Je ne crois pas que ce soit un argument qui va nous enlever la valeur des nôtres, madame le président. Je pense que nous répondons actuellement aux vœux d'une catégorie de citoyens qui a suffisamment de difficultés sans en ajouter de nouvelles, et c'est dans l'intérêt de ces travailleurs qui quotidiennement ont besoin de leur automobile. Bien sûr, on a parlé du service de transport en commun dans certains centres urbains. Il y a peut-être des services de transport en